



Paris, le 18 mars 2011

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La France et l'Irlande se mobilisent pour une Europe agricole forte et l'avenir de la filière bovine

Après qu'une large majorité qualifiée d'Etats membres se sont prononcés le 17 mars 2011 au Conseil de l'Union européenne en faveur d'une réforme ambitieuse de la Politique agricole commune (PAC), Bruno LE MAIRE, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, et Simon COVENEY, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires maritimes de l'Irlande, se sont entretenus à Paris le 18 mars 2011.

À cette occasion, l'Irlande a salué la position des gouvernements français et allemand pour une PAC forte au-delà de 2013, qui reflète l'essentiel des préoccupations de l'Irlande. La France et l'Irlande ont réaffirmé leur coopération étroite et fructueuse sur l'avenir de la PAC et leur conviction partagée de l'importance stratégique de l'agriculture et du secteur agroalimentaire pour les deux pays et l'Europe toute entière.

La France et l'Irlande souhaitent que la PAC dispose d'un budget à la hauteur de ses ambitions. La France et l'Irlande contribueront à l'élaboration d'une méthode pragmatique de répartition du budget entre les Etats membres qui doit être plus équitable mais aussi budgétairement soutenable. Les Etats membres bénéficieront de la flexibilité nécessaire pour l'allocation des aides directes en tenant compte des conditions régionales et agricoles propres à chaque pays. La poursuite du verdissement des soutiens directs doit être d'application simple pour les agriculteurs et les administrations et ne doit pas générer de coûts supplémentaires.

La France et l'Irlande s'accordent sur l'importance des mesures de gestion des marchés qui doivent être plus efficaces et plus réactives. Il convient d'examiner l'opportunité d'étendre les mesures envisagées par la Commission pour les marchés laitiers à d'autres secteurs.

Enfin, Bruno LE MAIRE et Simon COVENEY font part de leur vigilance sur les négociations commerciales menées avec les pays du Mercosur. L'agriculture européenne ne peut pas être la variable d'ajustement des négociations commerciales dans un contexte très délicat pour de nombreuses filières agricoles, en particulier la viande bovine. Ce secteur est non seulement d'importance stratégique mais il est également extrêmement efficace, comparé au niveau international, pour lutter contre les effets du changement climatique. **Les deux ministres décident de lancer une initiative ouverte afin de valoriser la contribution positive de l'élevage bovin extensif en Europe à la lutte mondiale contre le changement climatique.**

Contacts presse

Service de presse de Bruno Le Maire - Tel : 01 49 55 59 74 ; Fax: 01 49 55 40 39 ; cab-presse.agripeche@agriculture.gouv.fr
Service de presse de Simon Coveney - Tel : 00 353 1 607 21 90 ; Fax : 00 353 1 662 11 65 ; info@agriculture.gov.ie
